

*Questions orales*

société Mercedes. Après avoir étudié la chose d'une façon très approfondie, nous en sommes venus à la conclusion que non seulement nous pouvions les accepter, mais que nous devons le faire afin de favoriser une plus grande concurrence parmi nos institutions bancaires.

Il s'agit, je le répète, d'une riche société dont les actions sont cotées à la bourse et réparties entre un grand nombre d'actionnaires, qui nous a fourni toutes les garanties possibles pour que nous lui accordions un permis.

\* \* \*

**LES AFFAIRES INDIENNES**

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, en l'absence de la ministre d'État aux Affaires indiennes et du Nord canadien, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et elle porte sur une question très grave et même tragique.

Le ministre sait peut-être que les fiers habitants mohawks d'Akwesasne dans ma circonscription sont presque des otages dans leur propre collectivité à la suite de querelles entre les autochtones qui sont en faveur des jeux d'argent et ceux qui sont contre, dans la partie américaine de la réserve.

Comme la collectivité est à cheval sur la frontière canado-américaine, le ministre a-t-il communiqué ou va-t-il communiquer avec le secrétaire d'État américain, M. James Baker, pour lui demander son aide immédiate afin que tant Washington qu'Albany interviennent et assument leur responsabilité en cette très importante affaire?

**L'hon. Thomas Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, je remercie le député de Glengarry—Prescott—Russell d'avoir posé une question très sérieuse sur une série d'incidents qui ont conduit au très regrettable conflit de lundi et mardi derniers dans la collectivité mohawk d'Akwesasne.

De nombreuses discussions ont eu lieu entre les représentants du gouvernement, tant à l'échelon fédéral que provincial, depuis au moins une journée, en vue de calmer les gens et de rétablir l'ordre dans la réserve d'Akwesasne, notamment la collectivité de Saint-Régis, du côté canadien de la frontière.

Dans ce contexte, des ministres sont intervenus et des contacts ont été établis avec les solliciteurs généraux du Québec et de l'Ontario et d'importantes initiatives internationales ont également été prises.

Ce matin, notre ambassade à Washington a contacté le département d'État américain pour souligner l'inquiétude du gouvernement canadien à l'égard de la violence croissante dans la réserve et exprimer des doutes concernant l'efficacité des mesures policières prises dans la partie américaine de la réserve en vue de maîtriser cette violence. Nos représentants ont précisé que cette question exige la collaboration entière des services de police des deux côtés de la frontière.

Le département d'État a répliqué en assurant au Canada qu'il se rendait compte de la gravité de la situation et qu'il avait établi des contacts avec le bureau du gouverneur de l'État de New York et le bureau des Affaires indiennes, en vue de prendre des mesures. Le département d'État a conclu en indiquant qu'il communiquerait avec notre ambassade dès que possible pour annoncer les mesures particulières qui seraient prises par les services américains de leur côté de la frontière.

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, je remercie le ministre de sa réponse. Malheureusement, hier, un certain Robert Leu, commandant de la police de l'État de New York, aurait déclaré que ses services n'interviendront pas, car il s'agit d'une question interne.

Je suis persuadé que je parle en mon nom et en celui de mon collègue de Beauharnois—Salaberry lorsque j'affirme que ce type de réaction des autorités américaines est tout à fait inacceptable, alors que la vie de citoyens américains et canadiens est en jeu.

• (1440)

Étant donné que 2 000 personnes sont bloquées à Saint-Régis, que 26 automobiles ont été brûlées, que le centre culturel a été rasé, qu'il y a deux jours, durant la nuit, il y a eu des échanges de coups de feu pendant quatre heures et demie, et que je viens juste d'apprendre aujourd'hui de la bouche du chef de la réserve qu'une personne est portée disparue, le ministre va-t-il s'assurer à nouveau que non seulement les autorités à Washington coopèrent, mais également que nous obtenions des mesures concrètes de la part des autorités d'Albany, surtout pour ce qui est de faire appel à la police de l'État.

**L'hon. Thomas Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, je suis persuadé que le député et tous ses collègues seront heureux d'apprendre que nous avons également pris des mesures du côté canadien. J'ai déjà répondu à la question concernant les instances présentées au département d'État américain et aux autorités de l'État, et nous attendons une réponse de la part des intéressés sous peu.

En outre, j'ai rencontré personnellement le Chef Mike Mitchell, Grand chef du Conseil Mohawk d'Akwesasne,